

Pareille attitude a sans doute du sens en Europe, où les forces soviétiques présentent une menace à peu près égale pour les pays alliés et où, pour reprendre les mots du communiqué de décembre, "on ne peut instaurer une paix solide à moins de réaliser des progrès soutenus sur tous les aspects de l'affrontement qui divise l'Europe depuis plus de quarante ans". Il demeure cependant que M. Gorbatchev a amorcé une diplomatie mondiale qui dépasse de loin les frontières européennes et qui, à bien des égards, fait écho aux points de vue traditionnels canadiens concernant la sécurité collective fondée sur les préceptes de la Charte de l'ONU.

Nous avons reconnu, comme le premier ministre l'a affirmé devant l'Assemblée générale des Nations-Unies en septembre, que la sécurité de la planète est menacée tout autant par la pauvreté dans le monde et la dégradation de l'environnement, que par les armements eux-mêmes. Ayant été élu au Conseil de sécurité, le Canada pourra mieux soutenir les structures et l'ordre international, en les présentant comme des composantes clefs de la sécurité mondiale. Voilà des priorités qui contrastent avantageusement avec la rhétorique condamnant la conduite de l'URSS comme étant la source de tout mal et avec la nécessité impérative de recourir à la force armée pour la combattre. L'OTAN a besoin de nouveaux buts et de concepts novateurs qui établiraient un parallèle entre ses intérêts et les spectres menaçant de plus en plus la sécurité, spectres dont l'élimination suppose la coopération et non la concurrence avec l'URSS : songeons à la dette du tiers-monde, aux conflits régionaux, à la prolifération des armes nucléaires, et le reste. Ce sont là autant de nouveaux défis qui intéresseraient vivement le Canada.

En 1988, c'est le statut des Palestiniens qui a le plus retenu l'attention, mais si bien plus de personnes ont perdu la vie à Sri Lanka, en Ethiopie, au Soudan, en Colombie,